



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

FORUM RÉGIONAL DES PARLEMENTAIRES D'AFRIQUE AUSTRALE 2023 : RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LE PARLEMENT ET LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Note d'information

QUOI : Le CESA organisera un programme académique pour les parlementaires d'Afrique australe, leur personnel et certains responsables de la défense et de la sécurité afin d'analyser les tendances actuelles, les défis et les innovations dans le travail des législatures pour favoriser le contrôle démocratique et civil du secteur de la sécurité. On discutera des rôles des parlementaires et des responsables de la défense et de la sécurité dans les processus de contrôle, de responsabilité et de sensibilisation. Les questions qui se prêtent le mieux à l'établissement de passerelles entre le secteur de la sécurité et les parlementaires seront examinées, ainsi que les moyens pratiques de surmonter les tensions.

OÙ : Windhoek, Namibie

QUAND : 13-17 novembre 2023

QUI : Le programme s'adressera à 65 participants, dont 45 parlementaires et membres du personnel, ainsi que 15 hauts fonctionnaires du secteur de la sécurité chargés d'entretenir des relations avec le parlement. Les pays suivants seront invités : Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie et Zambie. Chaque pays sera invité à nommer quatre (4) participants : 2 parlementaires, 1 greffier ou employé, et 1 fonctionnaire de la défense et de la sécurité qui prépare et soutient les chefs d'état-major, le ministre de la défense ou d'autres personnes dans leurs engagements avec le parlement. Dans chaque délégation, deux candidats doivent être des femmes et les candidats doivent comprendre des partis en place et des partis d'opposition. Parmi les autres invités figurent le Forum parlementaire de la SADC, le réseau parlementaire de la CEEAC, le Parlement panafricain, le National Democratic Institute, l'International Republican Institute, le Bureau du conseiller juridique de l'AFRICOM, l'Initiative mondiale pour les opérations de paix du Département d'État des États-Unis et le Centre pour la démocratie, les droits humains et la gouvernance de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

POURQUOI : Si les parlements sont essentiels à la mise en place d'un système sain de contrôle et d'équilibre qui facilite le contrôle du secteur de la défense et de la sécurité, leur travail est également difficile dans de nombreux pays africains où le système présidentiel est fortement implanté.

Les législateurs peuvent jouer un rôle essentiel dans la gouvernance du secteur de la sécurité : superviser les budgets et les dépenses en matière de sécurité, contribuer à améliorer la transparence et la responsabilité des forces de sécurité, et mener des actions de sensibilisation auprès des électeurs afin d'élaborer des politiques de sécurité centrées sur la population qui reflètent les intérêts des citoyens et l'expertise de la société civile. Les parlementaires africains ont besoin de connaissances, d'informations et de relations de travail dynamiques avec les responsables de la défense et de la sécurité pour exceller dans ces rôles. Souvent, cependant, ni les parlementaires ni les responsables de la défense et de la sécurité chargés de l'engagement législatif n'ont de réseaux aussi étroits ou ne sont aussi mutuellement informés de leurs rôles, responsabilités et défis respectifs qu'ils pourraient l'être. Cela les empêche de capitaliser sur des intérêts communs en utilisant le processus de gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité pour renforcer la légitimité auprès des citoyens ; cela empêche également les fonctionnaires d'identifier des moyens pratiques pour gérer les tensions dans le travail qu'ils effectuent sur le contrôle de la défense et de la sécurité. Le forum de cette année catalysera l'apprentissage par les pairs sur la manière de renforcer les relations entre les parlements et le secteur de la défense et de la sécurité.

COMMENT : Le forum comprendra des séances plénières, des groupes de discussion et une visite de site. Des innovations, des bonnes pratiques et des enseignements seront également tirés d'une série de consultations nationales entre des responsables parlementaires et des responsables de la sécurité, dont les conclusions seront présentées dans un dossier comparatif. Le programme se déroulera en anglais, en français et en portugais, dans le cadre d'une politique stricte de non-attribution.

LES OBJECTIFS DU PROGRAMME :

1. Approfondir la compréhension des rôles des parlements dans la mise en place de contrôles et d'équilibres pour la gouvernance démocratique et civile du secteur de la sécurité et contextualiser ces rôles par rapport à ceux que les responsables du secteur de la sécurité jouent vis-à-vis des parlements dans la région.
2. Analyser comment les parlementaires et leur personnel, ainsi que les responsables de la défense et de la sécurité, peuvent tirer parti des synergies et surmonter les tensions dans leur travail, notamment sur des questions telles que le professionnalisme et l'éthique, les budgets et la stratégie, et l'établissement de relations communautaires.
3. Développer la compréhension des outils, des techniques et des pratiques que les parlementaires africains et les responsables de la sécurité peuvent utiliser – à la fois de concert et en tension – pour améliorer la sécurité des citoyens grâce aux 3A (capacité, autorité et attitude).